

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 12/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST**

16 RUE COLBERT  
67390 Marckolsheim

Code AIOT : 0006701518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST implanté 16 RUE COLBERT 67390 MARCKOLSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADLER PELZER FRANCE GRAND-EST
- 16 RUE COLBERT 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006701518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ADLER PELZER (ci-après nommée « l'exploitant ») est autorisée à exploiter une usine de fabrication de mousses isolantes, et de produits confectionnés à partir de résines synthétiques. Ces fabrications sont destinées à l'industrie automobile. Les enjeux principaux résident dans la prévention du risque incendie et la maîtrise des émissions atmosphériques de Composés Organiques Volatils.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 de respecter ses valeurs

limites d'émissions de ses rejets atmosphériques et de transmettre un dossier de porter à connaissance pour l'installation de nouvelles lignes de production ainsi que son dossier de réexamen IED concernant ses activités de polymérisation.

Les références réglementaires sont les suivantes :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 janvier 2025 ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2009.

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Équipement sous pression
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossiers de Porter à connaissance et de Réexamen IED (BREF POL et WGC)	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1	Amende	/
2	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1	Amende	/
4	Propreté et gestion des déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 2.3 et 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Stockage des déchets dangereux et rétention de liquides	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.5.3 et 7.5.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Contrôle des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 2.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté la mise en demeure du 13/01/2025 en effet :

- le dossier de porter à connaissance et de réexamen IED n'a pas été réalisé, bien que

l'exploitant a engagé un prestataire pour leur réalisation les 21 et 29 juillet 2025 ;

- les rejets atmosphériques montrent des dépassements persistantes sur les flux de COV et d'Ammoniac (et un nouveau dépassement des valeurs d'Acétaldéhyde, de Formaldéhyde, de Phénol et de TDI a été constaté).

Au vu du non-respect de la mise en demeure, il est proposé une amende prévue par les dispositions de l'article L.171-8 II du code de l'environnement.

Au 31/01/2026, l'évolution de la situation sera examinée.

De plus, le jour de l'inspection, de nouvelles non-conformités ont été constatées :

- le site n'est pas maintenu propre et des déchets encombre le site ;
- des déchets dangereux sont stockés sans rétention.

C'est pourquoi, il est proposé au Préfet du Bas-Rhin de mettre en demeure l'exploitant sur ces points.

D'autres observations et demandes ont été effectuées dans les fiches de constat suivantes.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossiers de Porter à connaissance et de Réexamen IED (BREF POL et WGC)

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Dossier administratif (PAC)

**Prescription contrôlée :**

La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

- **dans un délai de six mois**, l'article R.181-46-II du code de l'environnement susvisé disposant que :  
« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

**En déposant un porter à connaissance des modifications effectuées auprès des services de la Préfecture du Bas-Rhin ;**

- **dans un délai six mois** : l'article R.515-71-I du code de l'environnement susvisé disposant que :  
« En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. » ;

**En déposant le dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles de la décision d'exécution (UE) n°2022/2427 de la commission du 06 décembre 2022 (publiée le 12 décembre 2022) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (WGC) et pour l'activité de fabrication de polymères (POL), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.**

(...)

**Constats :**

Les dossiers de porter à connaissance et de réexamen n'ont pas été réalisés. L'exploitant s'en explique par l'absence de service HSE ou d'une direction pour assurer le suivi de ces dossiers entre janvier et avril.

En avril 2025, un nouveau service HSE a été recruté. L'exploitant a indiqué à l'inspection dans un courriel du 05/05/2025 avoir besoin d'un délai supplémentaire pour pouvoir répondre à la mise en demeure.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a montré un contrat signé le 21/07/2025 avec un prestataire externe pour l'élaboration d'un rapport de réexamen IED. L'exploitant a également transmis en date du 04/08/2024, un contrat signé avec ce même prestataire le 29/07/2025 pour la réalisation d'un porter à connaissance.

L'exploitant a également indiqué que la réunion de lancement avec ce prestataire aura lieu le 08/09/2025.

En date du 04/08/2025, l'exploitant a également fait une demande auprès de la préfecture (en mettant l'inspection en copie) d'une demande de prolongation de délai pour la mise en œuvre de ces dossiers.

La mise en demeure n'est donc pas respectée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

## N° 2 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/01/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets air

### Prescription contrôlée :

La société Adler Pelzer Group située au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse :

(...)

- **dans un délai six mois :** les articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 sus-visé disposant que :

- Article 3.2.4

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

- à une teneur en volume en O<sub>2</sub> de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3 % (combustibles gazeux) :

Nature de l'installation / id de l'émissaire	Paramètres	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>
Cheminées de toutes les installations de production	Poussières totales	25
	Acétaldéhyde, formaldéhyde, phénol et TDI	5
	Ammoniac	5
	COV (cheminées de types A,	

	B, C, D, E et F existantes) COV (cheminées de type H et L	20 55
(...)	(...)	(...)

◦ Article 3.2.5

« On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Substances	Flux horaires en g/h
Poussières	375
acétaldéhyde + formaldéhyde + TDI + phénol	45
ammoniac	50
COV	1150

**Constats :**

L'exploitant a transmis ses résultats d'analyse de rejets atmosphériques de l'année 2024 par courriel du 28/07/2025.

De prochaines analyses sont prévues le mois de septembre 2025 et en fin de cette année.

Les résultats du premier semestre ont déjà été analysés dans le rapport de l'inspection du 04/12/2024. Pour rappel :

« Les résultats des analyses de l'année 2024 indiquent également des dépassements en flux et en concentration des rejets de COV.

En effet, pour le semestre 1 [...] :

- l'inspection a constaté une valeur de 87,7 mg/Nm<sup>3</sup> de COV au niveau de la cheminée H4 ; une valeur de 94,8 mg/Nm<sup>3</sup> pour la cheminée H5 et une valeur de 79,2 mg/Nm<sup>3</sup> pour la cheminée (pour une VLE prescrite de 55 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- le flux total de COV de toutes les cheminées est de 2 275,8 g/h (pour une VLE de 1 150 g/h).

De plus, durant l'année 2024, l'exploitant a effectué des mesures pour 5 nouveaux conduits fonctionnels, ce qui augmente le flux global de COV et d'ammoniac de l'installation.

En effet :

- pour les COVs, la somme des flux des nouvelles cheminées correspond à 138,7 g/h (ce qui fait passer le flux global de l'installation à 2 414,5 g/h) ;
- pour l'ammoniac, la somme des flux des nouvelles cheminées correspond à 192 g/h (ce qui fait passer le flux global de l'installation à 198,3 g/h, pour une VLE prescrite de 50 g/h) ».

Pour le second semestre 2024, l'inspection constate des dépassements persistants en concentration et en flux :

- il est rapporté une valeur de **89,7** mg/Nm<sup>3</sup> de COV au niveau de la cheminée H4 et une valeur de **85,4** mg/Nm<sup>3</sup> pour la cheminée H9 (pour une VLE prescrite de 55 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- le flux total calculé par l'inspection de COV de toutes les cheminées est de **2 329,34** g/h (pour une VLE de 1 150 g/h).



Cette valeur comprend également les résultats relevés au niveau des cheminées non autorisées (sans ces cheminées, la valeur serait inférieur : 2 225,8 g/h).

- il est rapporté une valeur de **7,8 mg/Nm<sup>3</sup>** d'ammoniac au niveau de la cheminée non autorisé n° 622 (pour une VLE prescrite de 5 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- le flux total d'ammoniac rapporté de toutes les cheminées est de **138,72 g/h** (pour une VLE de 50 g/h).

Cette valeur comprend également les résultats relevés au niveau des cheminées non autorisées (sans ces cheminées, la valeur serait de 14,9 g/h. Leur incidence est notable : **une multiplication par 9 du rejet et de 2,5 fois la VLE en flux**).

De nouveaux dépassements en flux de formaldéhyde + acétaldéhyde + TDI (diisocyanate de toluylène) + phénol ont été constatés. En effet le flux global de ces paramètres (en comptant les cheminées non-autorisées) est de **47,25 g/h** (sans les nouvelles cheminées, ce flux serait de 8,89 g/h) pour une VLE de 45 g/h.

Ce dépassement s'explique par la hausse du flux de formaldéhyde et de phénol qui a été mesurée au niveau des nouvelles cheminées (mesurée respectivement à 13,4 g/h et à 23,9 g/h, ; contre 7,9 g/h et 0 g/h dans les émissaires autorisés).

**NB** : la prescription est à revoir pour distinguer le formaldéhyde et l'acétaldéhyde, dont la classification CLP a évolué. Ces substances sont désormais des cancérigènes de catégorie 1B. A ce titre, ils ne relèvent plus de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les flux mesurés de COV durant le second semestre de 2024 correspondent à un dépassement de + 103 % de la VLE prescrite par arrêté.

Le flux en ammoniac mesuré pendant cette même période correspond à un dépassement de + 177 % de la VLE prescrite par arrêté préfectoral.

Les non-conformités observées en 2024 sont persistantes. En effet, ces dépassements sont notamment dus à l'installation de nouveaux émissaires non autorisés qui augmentent les flux des paramètres polluants (marginalelement en COV, mais surtout en ammoniac pour lequel leur contribution est prépondérante).

Il convient à l'exploitant de régulariser sa situation administrative par la transmission d'un porter à connaissance (tel qu'indiqué dans le constat précédent) avec tous les éléments d'appréciation sur les incidences et l'acceptabilité des rejets augmentés(a minima dans le respect des niveaux d'émissions permis par l'application des meilleures techniques disponibles).

La mise en demeure n'est donc pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur les causes de ces dépassements de valeurs atmosphériques et d'effectuer des actions nécessaires au respect des VLE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**N° 3 : Déclaration d'incident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 2.5

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme (R.512-69 du code de l'environnement).</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En date du 13/06/2025, une fuite de gaz a eu lieu dans l'enceinte de l'installation.</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 19 juin 2025 le rapport d'incident décrivant des événements et des causes et des actions mises en œuvres pour pallier à cet incident.</p> <p>La cause de cet incident est due à un vieillissement de la pompe de la citerne à gaz (servant à alimenter les chariot de transports). Cette pompe a été changée 3 jours après l'évènement.</p> <p>La citerne a été vue par l'inspection et est visuellement en bon état.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a montré le contrat en cours de négociation avec un prestataire afin d'effectuer des opérations de maintenances préventives plus fréquente (annuelles).</p> <p>De plus, une commande a été effectuée pour remplacer les panneaux d'affichage de sécurité de la manipulation de la pompe de la citerne de gaz.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Propreté et gestion des déchets non dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 2.3 et 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 2.3:</u></p> <p>(...) L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p><u>Article 5.1.3 :</u></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<b>Constats :</b>



L'inspection a constaté des déchets non dangereux (tels que des textiles, des rebuts de production, de plastiques, des racks, des morceaux de ferrailles etc..) accumulés et entassés au sein de la cour de l'entreprise.

Ces déchets sont entreposés à l'air libre, dans des zones non protégées des intempéries et en dehors de toute zone de dépôt de déchets clairement indiquée.

La cour n'est pas propre, des morceaux de plastiques et de textiles sont dispersés au niveau du sol bétonné (l'étanchéité du sol n'a pas été vérifiée). L'inspection a par exemple constaté que des déchets plastiques bouchent un avaloir d'eau qui se déverse dans le réseau d'assainissement.

Des amas de palettes sont également constatés dans la cour (risque d'incendie).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Bien que l'exploitant effectue des retraits de ces déchets toutes les semaines (6 bennes par semaines sont évacuées). Il est demandé à l'exploitant de revoir sa gestion des déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Stockage des déchets dangereux et rétention de liquides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.5.3 et 7.5.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

Article 7.5.3 AP

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques

Art 7.5.5 AP

(...)

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. (...)

**Constats :**

L'inspection a constaté que 8 fûts de produits chimiques et que 9 GRV sont disposés sur le sol, sans rétentions, dans des zones non protégées des intempéries à côté du local de déchets dangereux. Ces contenants étaient disposés à l'extérieur dans l'attente d'être stockés dans le local des déchets dangereux.

Du fait des risques de pollution (par lessivage) engendrés par cette disposition de stockage, cela constitue une non-conformité.

L'intérieur du local des déchets dangereux a également été vu par l'inspection.  
Certains GRV contenant de l'isocyanate ou de l'huile usagée sont posés sur rétentions, ces dernières ne sont pas entretenues (des flaques et des graisses ont été aperçues au fond de ces rétentions).

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer de la disponibilité en permanence des volumes potentiels de rétention.

D'autres fûts et GRV non vides sont posés à même le sol du local (huiles, marqués isocyanate). Ce local n'étant pas sur rétention, cela constitue une non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Contrôle des extincteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 7.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

**Constats :**

L'inspection a constaté dans deux locaux de stockage (un contenant des cartons non utilisés, l'autre du matériel de production et des cartons non utilisés) que les extincteurs ne sont pas contrôlés. En effet, dans le local contenant des cartons, la dernière date de vérification des extincteurs est le 26 avril 2024

De plus, dans ce même local, l'extincteur n'était pas accessible car une poubelle est posée devant lui, ce qui complique ainsi son utilisation.

Dans le local de matériaux non-utilisés, la dernière date de contrôle indiquée sur les deux extincteurs vus par l'inspection est le 24 avril 2024.

Or l'exploitant avait indiqué que le dernier contrôle date d'avril 2025 (le rapport de contrôle des extincteurs n'a pas été vu durant l'inspection).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais les derniers rapports de contrôle des extincteurs et, le cas échéant, effectuer la vérification des extincteurs dans les locaux sus-cités.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

\*\*\*\*\*